



Société Civile et Extrémisme au Ghana

Dr. Mustafa Abdullah

Chercheur Principal au Centre International Kofi Annan pour la Formation aux Opérations de Maintien de la Paix, Ghana.

Les efforts déployés par la police ghanéenne au cours de la dernière décennie, en coopération avec les agences de sécurité et de renseignement alliées pour la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent ont réalisé des résultats limités, ce qui a contraint les organisations de la société civile à compléter les efforts des forces de l'ordre et des services de renseignement.

Cet article traite de la contribution des organisations de la société civile dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent en République du Ghana, et les défis auxquels ces organisations et agences associées sont confrontées, à travers les données primaires et secondaires et en sélectionnant des organisations spécifiques de la société civile. Il semble que les doutes et l'absence de consensus entre les organisations de la société civile et les forces de l'ordre ont contribué à la lenteur des progrès dans la lutte contre l'extrémisme violent et la prévention de son apparition, ce qui impose de renforcer la coopération pour atteindre l'objectif escompté dans la lutte contre l'extrémisme violent au Ghana.

Efforts des Organisations

Malgré les différences de perception des entités de la société civile, les groupes de surveillance et de soutien cherchent à fournir des informations sur les menaces croissantes qui encouragent l'extrémisme violent au Ghana, à éduquer et à former les gens pour les sensibiliser aux dangers de l'extrémisme violent, et à contribuer à la recherche et au soutien sur l'analyse des politiques liées à la lutte contre l'extrémisme violent. Cela comprend la participation du Réseau Ouest-africain de consolidation de la paix à l'alerte rapide, l'analyse des données et la fourniture d'informations de renseignement aux autorités de sécurité compétentes afin d'obtenir une réponse rapide. En 2019, les efforts d'alerte précoce et d'analyse des données ont démontré la tentative des groupes extrémistes d'infiltrer la fragile frontière nord entre le Ghana et le Burkina Faso pour entrer au Ghana, confirmée par l'arrestation d'un extrémiste burkinabé de 55 ans.

Les organisations de la société civile entreprennent également des recherches dans les communautés vulnérables du Ghana pour reconnaître les forces motrices de l'extrémisme. Le Centre de Lutte Contre l'Extrémisme en Afrique de l'Ouest a mené des recherches et organisé une série d'ateliers dans les régions de Nyima, Maamobi, Ashaiman, Damongo et Bolga. Le but de ces activités est de découvrir les motivations de l'extrémisme afin de le combattre et de le prévenir. Dans les cinq régions du nord, il y a plus de 350 cas de conflits non résolus, devenus les principaux moteurs du fondamentalisme et de l'extrémisme violent. Des entretiens personnels ont révélé que les faiblesses associées aux conflits présidentiels et la faible compréhension du concept de djihad à travers le Cyberespace, ont contribué au passage d'un groupe de jeunes musulmans vers l'extrémisme et l'intégrisme.

C'est ce qui a amené le Réseau Ouest-africain de lutte contre l'extrémisme et le Centre Ouest-africain de lutte contre l'extrémisme à développer des programmes pour éradiquer le fondamentalisme, et a fait du succès de ces programmes une mesure importante du succès dans la lutte et la prévention de l'extrémisme au Ghana. Mutaro, Directeur exécutif du Centre Ouest-africain de lutte contre l'extrémisme, a déclaré qu'un fondamentaliste était sur le point de rejoindre Daech mais il a renoncé au fondamentalisme grâce à un programme islamique hebdomadaire sur la chaîne de télévision (Iqraa). Après avoir regardé le programme, il a exposé son expérience et évoqué les raisons qui l'ont libéré du fondamentalisme. Le Centre s'est appuyé sur cet incident pour traiter des cas similaires, ce qui a conduit 21 d'entre eux à renoncer au fondamentalisme après avoir décidé de voyager pour rejoindre l'organisation terroriste EI (Daech).

Parmi les organisations de la société civile au Ghana travaillant sur les questions de sécurité et de paix et de lutte contre la violence et l'extrémisme, citons le Réseau Ouest-africain pour la consolidation de la paix, le Centre Ouest-africain de lutte contre l'extrémisme, le Centre international de formation au maintien de la paix Kofi Annan, les Systèmes d'information consultatifs régionaux, la Fondation pour la Sécurité et le Développement en Afrique et l'Association pour le Développement des Communautés du Ghana.

Obstacles et Défis

Bien que l'impact des organisations de la société civile au Ghana à prévenir et combattre l'extrémisme soit vital, nous constatons que les autorités sécuritaires les considèrent avec suspicion et les traitent avec réserve, car elles mettent en évidence leur faiblesse et leur manque de professionnalisme dans le maintien de l'ordre public

en général. Par conséquent, les autorités sécuritaires de l'État ne coopèrent pas avec la société civile pour mettre en œuvre des programmes de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent. Quant aux communautés locales, elles font plus confiance aux organisations de la société civile qu'aux autorités sécuritaires, mais un entretien avec le Réseau Ouest-africain de lutte contre l'extrémisme a montré que certaines sociétés hésitent encore à s'ouvrir et à partager les informations nécessaires pour aider les organisations de la société civile à découvrir les véritables moteurs de l'extrémisme violent. Cela est dû à des doutes sur les motivations des organisations de la société civile.

Le financement est un défi important auquel sont confrontées les organisations de la société civile, contrairement aux institutions étatiques, telles que la Police et le Bureau National d'Enquête, qui reçoivent un financement régulier du gouvernement pour des activités de prévention. Cela a conduit les organisations de la société civile, telles que le Réseau Ouest-africain pour la prévention et la lutte contre l'extrémisme, le Centre Ouest-africain pour la consolidation de la paix et le Centre Ouest-africain de lutte contre l'extrémisme à s'appuyer fortement sur des financements extérieurs pour mettre en œuvre des projets, ce qui conduit à une hégémonie externe nuisible aux initiatives locales de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent.

Malgré le financement accordé par le Royaume-Uni, les États-Unis d'Amérique et le Canada au Centre de l'Afrique de l'Ouest pour la prévention et la lutte contre l'extrémisme, le Centre n'a pas été en mesure d'achever la mise en œuvre des principales activités de son programme, ce que confirme une étude publiée en 2015 par l'Institut Ouest-africain de la Société Civile, qui traitait de la durabilité des organisations de la société civile au Ghana. Le rapport mentionne que de nombreuses organisations souffrent d'une grave pénurie de financement en raison des charges pesant sur les donateurs et de l'absence de financement diversifié. Il est probable que la question sera encore compliquée par l'épidémie de Coronavirus (Covid-19), qui a touché la plupart des pays donateurs en Europe.

En plus de ce qui précède, la société civile est confrontée au défi de trouver les ressources humaines capables de former des équipes de recherche sur l'extrémisme violent. Dans la plupart des cas, une partie du financement des bailleurs de fonds est réservée à la mise en œuvre de projets, sans recours aux personnes qualifiées.

Conclusion

Les agences de sécurité et de renseignement n'ont pas atteint leurs objectifs et les organisations de la société civile ont eu un impact majeur dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent au Ghana. Les contributions les plus importantes de ces organisations concernent les domaines de l'alerte précoce, de l'analyse des données, de la recherche, de l'organisation d'ateliers, de la prévention et de la sensibilisation. Elles ont réussi à libérer du fondamentalisme plus de vingt jeunes Ghanéens qui étaient sur le point de rejoindre Daech et d'autres organisations extrémistes dans le monde.

Malgré tous les obstacles auxquels elles sont confrontées, compte tenu de la méfiance des agences de sécurité à leur égard et des problèmes de financement et de ressources humaines, ces organisations restent essentielles pour prévenir et contrer l'extrémisme violent. Les agences de sécurité ne peuvent pas fonctionner de manière isolée, car l'absence de coopération pour obtenir des renseignements auprès des organisations de la société civile rendra la plupart des réponses anti-extrémistes dépourvues de sens pratique, devenant improductives et n'atteignant aucun des objectifs pratiques souhaités.